

3 mars 1965
DISCOURS DE JÉRICHO
DU PRÉSIDENT TUNISIEN
BOURGUIBA

Le président tunisien Habib Bourguiba se distingue des autres chefs d'État arabes du Moyen-Orient en recommandant la reconnaissance d'Israël. Il justifie cette position en évoquant son approche des petits pas, préconisant une marche progressive, par étapes, vers l'indépendance des Palestiniens. Ce discours prononcé à Jéricho, en Cisjordanie, reçoit un accueil froid dans le monde arabe. (Université Sherbrooke - [Perspective monde](#))

- - -

En 1965, le délégué de la Palestine à la ligue arabe demande l'expulsion de la Tunisie, membre depuis 1956 sans cependant l'obtenir. La résolution 292/12 du 1^{er} avril 1960 de la ligue stipule en effet que tout Etat membre qui engagerait des négociations avec Israël pour conclure un traité de paix unilatéral ou tout autre accord politico-militaire ou économique serait immédiatement exclu de la ligue. (cf La crise de la ligue arabe, Boutros-Ghali, 1968, Persée)

- - - -

Chers frères,

Je ressens en ce moment un double sentiment d'émotion et de fierté. Ému, je le suis lorsque je pense à l'ampleur du désastre que nous avons subi en Palestine il y a dix-sept ans. Mais en même temps, l'enthousiasme qui vous anime, la volonté farouche que je lis sur vos visages, la détermination à reconquérir vos droits, tout cela me reconforte et consolide mon optimisme.

Vous savez sans doute que le peuple tunisien alors qu'il menait encore une lutte âpre contre la forme la plus abjecte du colonialisme, a tenu à apporter sa contribution dans la guerre de Palestine. De tous les coins de Tunisie, jeunes et vieux sont accourus ici pour prendre effectivement part à la lutte dont l'enjeu était d'assurer l'intégrité d'une terre arabe et musulmane qu'ils considéraient comme leur seconde patrie. Le peuple tunisien a pu, au bout de vingt-cinq ans de lutte, fonder un État solide et moderne sur une terre d'Islam débarrassée de toute co-souveraineté et de toute forme de domination politique ou militaire.

Mais nous pensons en Tunisie que notre action ne se circonscrit pas à l'intérieur de nos frontières, La Tunisie qui a combattu le colonialisme est consciente du rôle qu'elle doit assumer dans la libération de chaque pouce de la nation arabe demeuré encore sous l'emprise de l'étranger. J'avais déjà proclamé à la première Conférence au sommet arabe, que la Tunisie était décidée à mettre à la disposition de la cause palestinienne toutes ses potentialités. Je le proclame à nouveau aujourd'hui. Il est toutefois un point sur lequel je voudrais attirer votre attention : vous êtes les titulaires d'un droit violé ; à ce titre vous devez d'être à la première ligne du front ouvert pour la reconquête de la Palestine. Il est de mon devoir de vous entretenir en toute franchise d'un certain nombre de vérités que vous devez avoir présentes à l'esprit : D'abord votre rôle dans la

lutte est primordial. C'est ce que vous ne devez jamais perdre de vue. D'autre part, je voudrais dire, en ce moment où je m'adresse à tous les arabes partout où ils se trouvent que mon expérience personnelle, issue d'une dure et longue lutte, m'a appris que l'enthousiasme et les manifestations de patriotisme, ne suffisent point pour remporter la victoire. C'est une condition nécessaire. Mais elle n'est pas suffisante. En même temps que l'esprit de sacrifice et de mépris de la mort, il faut un commandement lucide une tête pensante qui sache organiser la lutte, voir loin, et prévoir l'avenir. Or, la lutte rationnellement conçue implique une connaissance précise de la mentalité de l'adversaire, une appréciation objective du rapport des forces afin d'éviter l'aventure et les risques inutiles qui aggraveraient notre situation.

Il faut donc nous armer de lucidité, élaborer soigneusement nos plans et créer toutes les conditions de succès. Il faut préparer les hommes et les doter de moyens. Il faut aussi renforcer notre potentiel de lutte par l'appui de l'opinion internationale. Éviter toute précipitation dictée par la passion, agir avec discernement, en vue d'arriver au but, voilà l'essentiel.

Si toutes ces conditions sont réunies, alors notre cause triomphera, d'autant plus sûrement que le Droit est de notre côté. C'est aux responsables qu'il revient de réunir les atouts du succès. Ces atouts nous manquaient lorsque nous avions, il y a quelques années, engagé la bataille, cette fois-ci, c'est sans répit qu'il faut travailler pour les réunir. Nous devons profiter des expériences passées et nous imposer un grand effort de réflexion. Déjà nous sommes sur la bonne voie ; mais la voie est longue. Pour aboutir au but, notre action exige loyauté, sérieux et courage moral.

Il est extrêmement facile de se livrer à des proclamations enflammées et grandiloquentes. Mais il est autrement difficile d'agir avec méthode et sérieux. S'il apparaît que nos forces ne sont pas

suffisantes pour anéantir l'ennemi ou le bouter hors de nos terres, nous n'avons aucun intérêt à l'ignorer, ou à le cacher. Il faut le proclamer haut. Force nous est alors de recourir, en même temps que se poursuit la lutte, aux moyens qui nous permettent de renforcer notre potentiel et de nous rapprocher de notre objectif par étapes successives. La guerre est faite de ruse et de finesse. L'art de la guerre s'appuie sur l'intelligence, il implique une stratégie, la mise en oeuvre d'un processus méticuleusement réglé.

Peu importe que la voie menant à l'objectif soit directe ou tortueuse. Le responsable de la bataille doit s'assurer du meilleur itinéraire conduisant au but. Parfois, l'exigence de la lutte impose contours et détours.

Il est vrai que l'esprit s'accommode plus aisément de la ligne droite.

Mais lorsque le leader s'aperçoit que cette ligne ne mène pas au but, il doit prendre un détour. Les militants à courte vue pourraient penser qu'il a abandonné la poursuite de l'objectif. Il lui revient alors de leur expliquer que ce détour est destiné à éviter l'obstacle que ses moyens réduits ne pouvaient lui permettre d'aborder de front. Une fois l'obstacle contourné, la marche reprend sur la grande route qui mène à la victoire.

Plus d'un leader arabe s'est trouvé dans l'impossibilité d'agir de cette manière. Pourtant, notre défaite et l'arrêt de nos troupes aux frontières de la Palestine prouvent la déficience de notre commandement. L'impuissance des armées à arracher la victoire malgré l'enthousiasme des combattants était due à ce que les conditions de succès n'étaient pas réunies.

Aujourd'hui, les chefs d'état travaillent sérieusement à mettre en place un commandement qui soit au niveau de ses responsabilités.

Mais cela ne saurait suffire. Il est nécessaire que

les peuples se gardent de gêner, par des débordements passionnels, l'action des dirigeants.

Il ne faut pas que leur attachement obstiné à une certaine ligne de conduite mette les responsables politiques en difficulté pour l'exécution de leurs plans. Il ne faut pas qu'on accuse de défaitisme ou de compromission tel au tel leader arabe parce qu'il a proposé des solutions partielles ou provisoires si celles-ci représentent des étapes nécessaires sur la voie de l'objectif.

Mais, pour que le peuple ne gêne pas ou ne tasse pas échec à l'exécution des plans arrêtés, il est nécessaire - comme c'est le cas en Tunisie - qu'il ait confiance en ses dirigeants. Disposant ainsi de leur liberté d'action, ceux-ci sont en mesure d'avancer plus sûrement vers l'objectif. Il m'est souvent arrivé de me trouver dans l'obligation pour être maître de certaines situations, de recourir à la « politique des étapes ».

Lorsque certains militants faisaient preuve de réticences, je m'efforçais de les convaincre que ma méthode ne pouvait déboucher que sur la victoire, surtout lorsqu'apparaissaient chez l'adversaire des signes de faiblesse. Il fallait alors ébranler ses positions de force, entamer son moral et en même temps renforcer davantage notre position.

Quant à la politique du « tout ou rien », elle nous a menés en Palestine à la défaite et nous a réduits à la triste situation où nous nous débattons aujourd'hui.

Nous n'aurions en aucune façon réussi en Tunisie si nous n'avions abandonné cette politique et accepté d'avancer pas à pas vers l'objectif. A chaque pas, à chaque conquête par le peuple tunisien d'une nouvelle position stratégique, la France cédait une partie de ses privilèges ; pour elle, c'était un moindre mal. Elle s'imaginait pouvoir ensuite arrêter le processus. Mais chaque point stratégique conquis augmentait davantage nos moyens d'action. Le processus devenait ainsi absolument irréversible. Ainsi, pas à pas, la France

s'est trouvée acculée à la dernière bataille, la bataille de Bizerte où elle ne pouvait que céder définitivement.

En Palestine, au contraire, les Arabes repoussèrent les solutions de compromis. Ils refusèrent le partage et les clauses du Livre blanc. Ils le regrettèrent ensuite.

Si nous avions, en Tunisie refusé en 1954, l'autonomie interne comme solution de compromis, le pays serait demeuré jusqu'à ce jour sous la domination française.

Il est donc essentiel que le commandement ait la liberté de manoeuvre, qu'il soit capable de prendre telle ou telle initiative et qu'il ait des qualités de sincérité, de probité, de dévouement et de clairvoyance.

Je tenais à vous faire part de ces réflexions en tant que frère rompu depuis longtemps à la lutte anticolonialiste. J'ai inculqué les notions que je viens de vous exposer à vos frères tunisiens qui ont fini par adhérer à tous mes plans d'action.

Il leur est arrivé parfois d'en éprouver un certain malaise. Malgré cela, ils ont accepté de s'engager sous mon impulsion dans telle ou telle expérience car ils ont mis à l'épreuve mon dévouement et ma clairvoyance. Ils ont constaté les résultats. Aujourd'hui nous sommes libres et indépendants.

Voilà ce qu'un frère a voulu dire à l'occasion de cette visite. Voilà le conseil que je crois devoir vous donner ainsi qu'à tous les Arabes. Il est nécessaire d'appuyer les sentiments et l'enthousiasme par une vision claire des données du problème, pour que notre action soit pleinement efficace.

C'est un homme en tout point désintéressé qui vous le dit, un homme dont vous ne pouvez contester la sincérité ni la profonde affection qu'il vous porte.

Nous arrivons au but. Nous n'aurons pas à passer dix-sept ou vingt années encore à nous lamenter vainement sur « la patrie perdue ». Nous en tenir aux sentiments serait nous condamner à vivre des siècles dans le même état. Ce serait l'impasse.

Il faut que, de la nation arabe, montent des voix pour parler franchement aux peuples, savoir que la lutte doit se poursuivre avec tout ce qu'elle comporte de détours, d'étapes, de ruses jusqu'au jour où nous aurons arraché, non seulement pour nous-mêmes, mais aussi pour les générations futures une victoire complète et définitive.

Je vous demande de méditer sur ces propos. Chacun de nous aura à rendre compte à Dieu et à sa propre conscience, de ses intentions et de ses actes.

Mon vœu le plus cher est que les Musulmans vivent dans une communion des cœurs encore plus étroite, que les dirigeants réalisent entre eux une meilleure compréhension et combattent tous les complexes de quelque sorte que ce soit : complexes d'infériorité vis-à-vis de l'ennemi dont on serait tenté de surestimer les forces, complexes de supériorité qui risqueraient de nous précipiter dans une catastrophe que nous pouvons sûrement éviter, grâce à un recours incessant à la raison et à l'intelligence.